

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Giscard s'inquiète

« On comprend le désespoir et la fureur des travailleurs ». C'est d'une voix sereine que Giscard d'Estaing a prononcé ces mots au cours de la conférence de presse de jeudi.

En paraphrasant ainsi le célèbre « Je vous ai compris » de De Gaulle, espère-t-il désamorcer la combativité et la détermination des travailleurs. Il a en tout cas souhaité que leur point de vue et celui des pouvoirs publics et des patrons « se rencontrent ».

Y font écho, ce matin, vendredi, des déclarations patronales appelant au calme et à la dignité les sidérurgistes et les travailleurs du Nord et de la Lorraine.

Giscard, président du gouvernement, fait preuve comme le patronat, de son « humanité ». Cet homme aurait-il le cœur sur la main, lui qui « comprend » si bien que les travailleurs se révoltent lorsqu'ils voient, dans des régions entières, disparaître toute possibilité d'emploi et de gagne-pain pour eux comme pour leurs enfants ou d'autres membres de leur famille.

Mais jusqu'où patronat et gouvernement vont-ils pousser leur souci de « l'humain » et de la compréhension. Vont-ils finir par comprendre le caractère inhumain de leur plan de licenciement. Barre va-t-il faire une autocritique et qui sait, démissionner ?

Giscard va-t-il annoncer dans un élan de générosité, la suppression du « plan acier » de licenciements, lui qui a souhaité la prise en compte par le gouvernement de plus de « générosité sociale ».

Il y a fort à parier que bien peu de travailleurs se fassent de telles illusions sur la générosité réelle de Giscard.

Les sidérurgistes du Nord et de Lorraine ont entrepris d'occuper bureaux directoriaux, perceptions et sous-préfecture. Ils se mobilisent avec leurs organisations syndicales dans les entreprises et ont décidé de faire de la journée du 16 février une grande journée de grèves et de manifestations.

C'est bien justement parce qu'ils n'ont aucune confiance dans les déclarations de bonnes intentions, qui leur ont déjà été maintes fois prodiguées dans le passé.

En faisant son « sucré », Giscard n'a-t-il pas, justement, été obligé de tenir compte de toutes ces actions. Il prend fort soin d'habitude de laisser à ses sbires les « basses besognes » et les questions « terre à terre » touchant à l'emploi et aux conditions de vie des travailleurs de France. S'il a trouvé bon de glisser quelques paroles de miel à l'égard des sidérurgistes, c'est que ceux-ci l'ont contraint de quitter un instant ses grands « desseins planétaires » et de faire mine de s'intéresser à eux.

C'est bien ainsi que le prendront les travailleurs, comme une marque supplémentaire de l'inquiétude du gouvernement et de Giscard lui-même face à la volonté de lutte dont ils font montre.

Loi de désamorcer celle-ci et d'amener à penser que la solution réside dans la concertation avec le patronat et le gouvernement, ces quelques paroles savamment égrainées confirmeront au contraire les sidérurgistes dans une idée déjà vieille mais maintes fois éprouvée dans le « aits » : « Seule la lutte paie ». Ils sont dans la bonne voie.

Jean QUERCY

Journée d'action Le Nord et la Lorraine font bloc



Déjà le mois dernier, manifestations et actions se sont succédées.

ROUTES barrées, « villes mortes », grèves et manifestations, ceux du Nord et de Lorraine se dressent aux côtés des sidérurgistes. Patronat et gouvernement, pleins d'une soudaine sollicitude, lancent des appels au calme et à la dignité. Giscard approuve les patrons mais croit opportun de déclarer quand même, en même temps : « On comprend le désespoir et la fureur des travailleurs ». Il montre ainsi l'inquiétude grandissante des patrons et du gouvernement.

(Voir article page 4)

Iran : le lent retour au calme



C'est ce samedi que devrait normalement se terminer la grève générale qui paralyse l'Iran depuis quatre mois et qui aura joué un rôle fondamental dans la chute du régime impérial. Le premier ministre Medhi Bazargan est intervenu lui-même jeudi dans ce sens à la télévision. Il est certain, cependant, que la remise en route des administrations et surtout de l'appareil industriel ne pourra pas s'effectuer du jour au lendemain. Plusieurs semaines seront notamment nécessaires pour que la production de pétrole fonctionne effective-

ment, du fait de problèmes techniques. La seconde préoccupation du nouveau gouvernement est la récupération des dizaines de milliers d'armes qui ont servi aux journées révolutionnaires du week-end dernier. De ce point de vue, les choses vont beaucoup moins vite. Il a même fallu à Tabriz que l'armée distribue, à la demande des religieux, des armes au peuple. L'insurrection d'une partie réactionnaire de l'armée et d'agents de la Savak aurait fait près de sept cents morts. Elle semble maintenant écrasée.

Bazargan s'efforce de ramener le pays au calme et donner des assurances quant aux acquis d'un an de luttes populaires, le parti pro-soviétique Toudeh, relayé par Radio-Moscou et l'agence Tass, annonce clairement la couleur. Le renversement de la monarchie, déclare-t-il, ne constitue qu'une étape. Derrière ces paroles de fermeté, le désir évident de ne pas permettre au gouvernement de s'installer dans le calme pour le plus grand intérêt de Moscou. Déjà dans les années cinquante, le Toudeh avait été largement responsable de la chute du gouvernement nationaliste et anti-impérialiste de Mossadegh.

Alors que le gouvernement

(Voir article page 3)

L'Afghanistan

Entre l'URSS, l'Iran et la Chine

LE 27 avril de l'an dernier, un coup d'Etat militaire renverse le gouvernement afghan. Pays de 20 millions d'habitants, enclavé entre l'URSS, l'Iran et le Pakistan, mais proche également de la frontière chinoise, l'Afghanistan, sans avoir été, toutefois, véritablement colonisé lui-même, a toujours été un couloir d'invasion dans cette partie occidentale de l'Asie. Sa position géographique

particulière explique l'intérêt que Soviétiques et Américains vont prendre, après 1975, au nouveau régime républicain instauré à la suite du coup d'Etat du prince Daoud et qui met fin au règne d'une monarchie féodale.

LA PREPARATION DU COUP D'ETAT

C'est l'Union soviétique, cependant, plus proche, qui

va réussir à y établir une influence prépondérante, en signant notamment un certain nombre d'accords économiques.

Elle forme de plus, les jeunes officiers du pays. Le gouvernement Daoud, qui évolue sensiblement vers une politique de non-alignement, ne la satisfait pourtant pas.

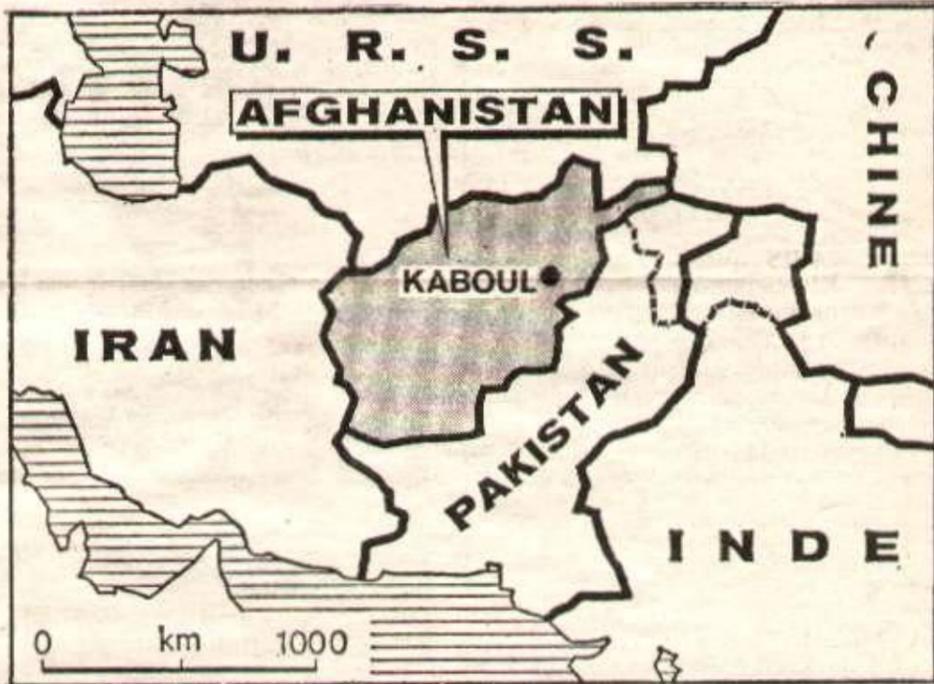
L'aide économique que fournissent à l'Afghanistan les pays arabes lui permet de résister dans une certaine mesure aux pressions de Moscou. C'est ce qui explique le coup d'Etat de l'an dernier.

C'est l'armée, et en particulier les officiers formés à Moscou, qui prend le pouvoir. Un nouveau gouvernement est aussitôt formé avec, à sa tête, Mohamed Taraki, président d'un « parti communiste » dont personne n'a jamais entendu parler auparavant.

Très rapidement, le nouveau régime s'affirme comme totalement inféodé à Moscou. Cela se concrétise d'ailleurs par la signature, en décembre 1978, d'un « traité d'amitié » semblable à ceux signés entre Moscou l'une part et Hanoï et Addis-Abeba d'autre part.

RÉSISTANCE

Des milliers de « conseillers » soviétiques affluent à Kaboul. Là, ils prennent le contrôle effectif de tout l'appareil administratif. Ils sont bientôt suivis par des militaires soviétiques. Pour la discrétion, on a pris des



Visite à Paris d'une délégation du Parti Communiste d'Allemagne

MARDI et mercredi, le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) a reçu à Paris une délégation du Comité central du Parti communiste d'Allemagne (KPD), comprenant le camarade Christian Semler, président du KPD et le camarade Jürgen Horlemann, membre du Comité central.

La délégation du Comité central du KPD a eu des entretiens avec le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, et la camarade Annie Brunel, membre du Comité central. Ces entretiens ont porté sur la situation dans les deux pays et dans le monde, et notamment sur la question de la lutte pour l'emploi et différentes questions internationales brûlantes (Iran, Kampuchea, etc.). Les deux délégations ont aussi pu échanger leurs expériences dans le travail du Parti et

cela a permis de renforcer leur coopération internationaliste prolétarienne.

Nos camarades allemands ont, à cette occasion, rendu visite à la rédaction de l'*Humanité rouge* et ils ont pu aussi suivre toutes les étapes de la fabrication du journal.

Ils ont été rendre hommage aux morts de la Commune et ont déposé une gerbe au Mur des Fédérés.

Le soir, ils ont été reçus par le Comité de Parti de Seine-Saint-Denis du Parti communiste marxiste-léniniste et dans une ambiance fraternelle et détendue, ils ont pu découvrir le travail du Parti dans une région fortement prolétarienne. En même temps, nos deux camarades dirigeants allemands ont été soumis à un feu de questions sur la situation des travailleurs allemands et des problèmes politiques spécifiques de leur pays.

Le Parti Communiste d'Allemagne

LE parti communiste d'Allemagne (KPD) a été fondé en 1970. Parmi ses dirigeants fondateurs, Christian Semler, son actuel président qui disposait déjà d'une longue expérience politique. Dans les années soixante, il avait assumé des fonctions dirigeantes dans le mouvement étudiant révolutionnaire.

Le KPD a tenu son IIe congrès en 1977. Celui-ci a précisé la ligne du Parti et ses tâches immédiates : le renforcement de la lutte antihégémonique, dont la lutte pour l'unité nationale allemande est partie intégrante, la lutte pour les droits démocratiques, contre la répression politique dans les deux Etats allemands, le soutien au mouvement ouvrier revendicatif, etc.

Le KPD a impulsé, l'an dernier, un important travail pour protester contre la venue de Brejnev en Allemagne. A Hambourg, une manifestation a rassemblé quelque 3 000 personnes contre le social-impérialisme.

Le KPD publie *Rote Fahne* (Drapeau Rouge) organe central hebdomadaire, et *Theorie und Praxis des Marxismus-Leninismus*, organe théorique.

Notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) a déjà participé à plusieurs meetings organisés par le KPD, notamment à celui tenu en janvier dernier à Duisbourg pour le soutien aux sidérurgistes en grève.

Vietnam - URSS

Missiles, avions de combat et navires-espions contre la Chine

SELON le *Herald Tribune*, la tension s'aiguise sérieusement entre la Chine et le Vietnam d'une part et la Chine et l'URSS de l'autre.

C'est ainsi qu'un nouveau pas vient d'être franchi dans les provocations vietnamiennes contre la Chine, avec l'utilisation de Mig 21 vietnamiens pour patrouiller sur la frontière.

Juste au même moment, (étrange « coïncidence » !), l'URSS envoyait des avions de combat survoler la frontière sino-soviétique dans la région du Sinkiang. Déjà, en octobre de l'année dernière, on apprenait que l'URSS avait massé plusieurs centaines de milliers de gardes-frontières dans le Turkestan et installé trois commandements militaires face au Sinkiang, sans compter les 2 800 kilomètres carrés de territoire chinois « avalés » par l'URSS en cinq ans.

MISSILES A LA FRONTIERE

Aujourd'hui, d'après le *Herald Tribune*, les forces armées chinoises dans le Sinkiang seraient en état d'alerte et une partie de la population civile aurait même été évacuée.

A la frontière vietna-

Soviétiques d'origine Ouzbek.

Une guérilla s'est en effet levée dans les deux principales ethnies du pays, les Patchouones et les Baloutchs. A l'origine de cette révolte, une collectivisation forcée des terres au profit de l'Etat et une répression contre la religion islamique, religion très largement majoritaire dans le pays.

Depuis plusieurs mois, cette guérilla, menée par des paysans et des villageois, tient tête à l'armée et à l'aviation afghane soutenue par des soldats russes. Elle s'est même étendue ces derniers temps à l'ensemble du pays.

DERRIERE UN ASSASSINAT

L'assassinat de l'ambassadeur américain à Kaboul a été officiellement présenté par le gouvernement afghan comme ayant été commis par des opposants islamiques. On voit mal quelle en aurait été la raison alors que c'est le départ des troupes soviétiques qu'ils réclament.

Un porte-parole de la principale de ces organisations, le « Jamiat Islami » a rejeté d'ailleurs toute responsabilité dans cet assassinat. L'affaire, a-t-il déclaré, aurait pu être organisée par le gouvernement pour dis-

créditer les rebelles musulmans afghans.

On ne peut également s'empêcher de penser que cette affaire, en tendant encore un peu plus les relations entre le gouvernement américain et les autorités afghanes fait remarquablement, d'un certain point de vue, l'affaire des Soviétiques. Cela est d'ailleurs à rapprocher du fait que c'est sur les conseils de l'ambassadeur soviétique que l'armée afghane a donné l'assaut à l'hôtel où s'étaient retranchés avec leur otage les « terroristes » et ce, à l'encontre de la demande des autorités américaines... SF



Il y a déjà eu 70 tués en quelques semaines du côté chinois.

mienne, il semble que la Chine a envoyé des renforts de troupes pour parer à toute éventualité.

On apprend aussi que le Vietnam a récemment transféré à la frontière chinoise plusieurs Mig 21, stationnés jusqu'alors à la base de Bien Hoa d'où ils s'envolaient pour bombarder le nord du Cambodge. De même, des missiles SA 2 (armes particulièrement redoutables) ont été amenés au nord du Vietnam, près de la frontière chinoise.

Enfin, deux groupes de onze navires militaires soviétiques — pour la plupart des navires de détection équipés de radars — accompagnés d'un croiseur stationnent toujours à des milliers de kilomètres de leurs côtes,

dans le sud de la mer de Chine. Ils sont chargés de fournir au Vietnam des informations détaillées sur les mouvements de l'aviation chinoise.

Ces nouveaux faits sont de très mauvaise augure pour l'avenir de la paix et de la stabilité en Asie. URSS et Vietnam agissent de concert contre la Chine comme s'ils voulaient délibérément mettre le feu aux poudres.

UN TRAITÉ MILITAIRE

Les provocations vietnamiennes contre la Chine avaient commencé il y a déjà plusieurs mois avec l'affaire des 160 000 ressortissants chinois du Vietnam

contraints de s'enfuir. Puis l'alignement de Hanoï sur Moscou se faisait plus évident avec l'intégration du Vietnam dans le Comecon (organisation économique des pays d'Europe de l'Est dominée par Moscou) en juin 1978. Quelques mois plus tard, en novembre, un traité militaire était signé à Moscou entre les deux pays. Dès lors, les événements s'accéléraient avec la livraison de Mig 23 soviétiques au Vietnam, l'agression vietnamienne contre le Cambodge et la multiplication des provocations armées à la frontière chinoise.

Quand on sait que le traité Hanoï-Moscou stipule que chacune des deux parties doit intervenir au côté de l'autre en cas d'agression d'un autre pays, on peut se demander si on ne verra pas bientôt des troupes russes au côté de l'armée vietnamienne attaquer la Chine, sous prétexte « d'agression » chinoise contre le Vietnam. D'ailleurs, la propagande soviéto-vietnamienne est déjà en train de préparer le terrain, exactement comme avant l'agression contre le Cambodge, accusé lui aussi régulièrement par radio-Hanoï (reprise par l'agence Tass) de « provocations » contre le Vietnam. Claude LIRIA

IRAN

Qui est le parti Toudeh ? (1)

De la naissance à la première trahison (1916 - 1951)

ALORS que le gouvernement dirigé par Khomeiny, devenu le gouvernement légal de l'Iran s'efforce de rétablir la stabilité la situation reste encore troublée comme en témoignent les affrontements à Tabriz située à côté de la frontière soviétique, l'attaque contre l'ambassade américaine, etc. C'est ce moment qu'a choisi le parti Toudeh pour lancer un message destiné à « tous les combattants pour la liberté et l'indépendance de l'Iran » dans lequel il affirme que la chute du régime du Shah n'est que « la première étape dans la voie de la victoire finale ». Message que l'agence Tass s'est empressée de publier. Comme on voit, le gouvernement soviétique, s'il s'est hâté de faire une vire-volte remarquée à l'égard de Khomeiny dès qu'il est devenu évident que celui-ci allait prendre le pouvoir, n'a pas renoncé à jouer ses autres nombreuses cartes... dont le parti Toudeh qui lui est complètement inféodé. Mais qu'elle est donc l'histoire de ce parti souvent mal connu.

Continuateur dégénéré du parti communiste iranien fondé en 1920, il a perdu toute influence réelle dans les masses depuis qu'en 1951, il a pris partie contre Mossadegh. C'est de cette première période de son histoire que nous traiterons tout d'abord aujourd'hui.

C'est de 1919 que datent les premières cellules communistes en Iran. L'année suivante, se réunit le premier congrès du Parti communiste iranien. Après huit années d'existence, en 1929, le parti est contraint d'entrer dans la clandestinité. Le Shah d'alors, mis en place par les Anglais en 1921 (il n'était autre que le père de celui qui a sévi jusqu'à cette année) promulgue une loi interdisant à tout parti ou groupement de se réclamer du communisme sous peine d'interdiction et de peines de dix ans de prison pour ses membres. Cette loi était encore en vigueur en janvier dernier. Malgré une répression féroce, le Parti communiste se maintient et joue un rôle important dans les luttes.

En 1941, le Shah au pouvoir ayant de trop fortes sympathies pour l'Allemagne nazie est prié de s'exiler sur demande de l'impérialisme anglais. Il abdique alors en faveur de son fils qui détiendra le pouvoir jusqu'à cette année. A la faveur de l'exil de Réza père et de la remise en honneur de la Constitution démocratique de 1906, les communistes fondent un nouveau parti : le parti Toudeh. Ce dernier ne rassemble pas seulement des communistes mais également des progressistes. Les deux responsables publics du parti sont deux notables connus pour être des islamiques pratiquants. Il s'agit pour le Toudeh d'éviter de tomber sous la coupe des lois d'interdiction.

Il annonce alors son programme : défense de la démocratie et de la Constitution, abrogation des lois anti-démocratiques, reconnaissance des droits politiques pour les femmes, protection des droits syndicaux. Il propose également un programme social



1951 : le docteur Mossadegh. Il ne sera pas soutenu par le Parti Toudeh.

par le Shah aux paysans. Jusqu'en 1949, le parti Toudeh connaît un important essor en rassemblant en particulier autour de lui, la grande majorité de l'intelligentsia.

En 1949, le parti Toudeh est interdit, accusé d'avoir fomenté un coup d'Etat contre le Shah. Pour certains, il ne s'agit là que de simples accusations. Voici ce qu'en pense, Kechavaz, ex-membre du comité central du parti Toudeh et du bureau politique de parti Toudeh, démissionné en 1958 : « Kianouri, (qui vient d'être nommé premier secrétaire du parti Toudeh) a participé notamment sans en informer, ne serait-ce que la direction du Parti (qui ne l'a appris qu'à Moscou), à l'organisation de l'attentat contre le Shah, le 4 février 1949, fournissant ainsi le prétexte qu'il attendait pour interdire le parti Toudeh. Or, ce parti était à l'époque le seul parti de masse organisé en Iran. Il fut alors obligé d'entrer dans la clandestinité sans y être aucunement préparé puisqu'il avait à peine huit ans d'existence ».

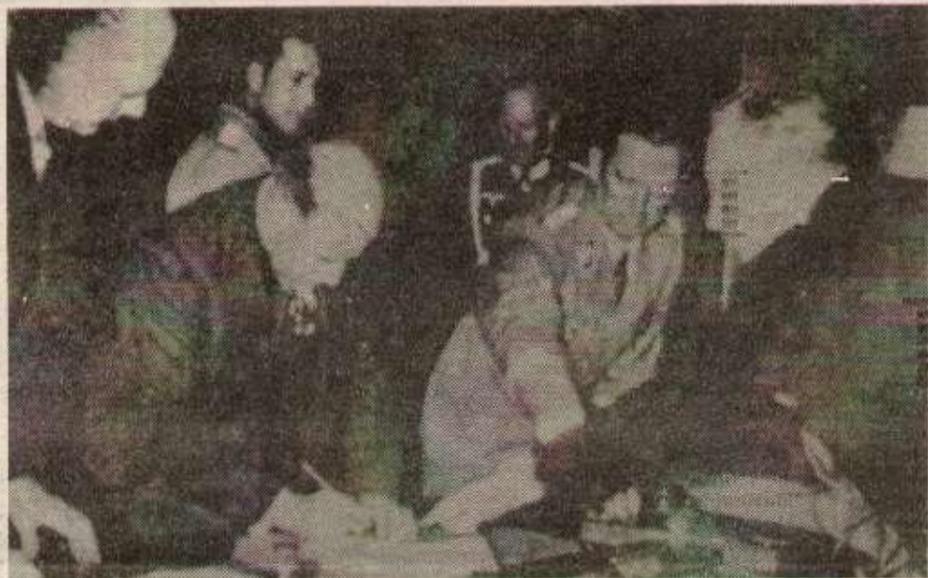
Malgré cela, le parti qui

était alors au plus fort de son influence conserve tout de même un poids important. Une influence qu'il perdra en 1951.

Déjà à l'époque, l'Iran attire les grandes puissances de par ses richesses pétrolières. Les nationalistes représentant une frange majoritaire au Parlement iranien, ce dernier décide le 21 avril 1951 de nationaliser tous les champs pétrolifères et portent au pouvoir le docteur Mossadegh. Le premier mai, la nouvelle est officielle. Elle provoque la fureur chez tous les impérialistes, et plus particulièrement en Grande-Bretagne, l'impérialisme dominant d'alors en Iran. Le gouvernement Mossadegh doit faire face aux pires pressions : un blocus est organisé par les impérialistes occidentaux : la production de pétrole passe de 30 à 1 million de tonnes. Malgré cela, Mossadegh résiste, fort d'un immense soutien populaire. Au lieu de soutenir cette entreprise courageuse, le Parti Toudeh

s'est lancé dans une propagande effrénée contre le gouvernement qui devra alors le combattre. Mossadegh est présenté comme un bourgeois, et le Front national qui rassemble les diverses formations nationalistes est présenté par le Toudeh comme une organisation à la solde de l'impérialisme. Cette attitude lui vaut alors le départ de bon nombre de militant communistes et surtout il ne bénéficie plus du soutien populaire.

(A suivre)
Evelyne LE GUEN



Il y a quarante ans, Daladier et Chamberlain croyaient apaiser Hitler en signant Munich aujourd'hui, Giscard veut apaiser « l'ours polaire ».

Conférence de presse de Giscard

Ce même esprit de bassesse qui aboutit à Munich, il y a quarante ans ...

IL est vraiment fort notre président ! Quand il s'agit de se faire le zélé défenseur des intérêts monopolistes, il n'a pas son pareil. Il sait exactement ce qu'il faut faire, combien de licenciements, quelle augmentation de l'impôt, quelle baisse du pouvoir d'achat sont nécessaires à la bonne marche des affaires capitalistes. Pour cela, il ne fait confiance qu'à une chose : aux chiffres qui marquent la progression de son compte en banque et de ceux de ses mandants, banquiers et patrons. Dans ce domaine, on ne saurait mettre en doute le réalisme présidentiel. Mais s'agissant des affaires internationales, de celles qui concernent l'indépendance du pays et la défense de la paix il fait preuve d'une naïveté véritablement navrante à moins que ce ne soit de la dissimulation consciente, celle qui est engendrée par la peur. Il y a chez les dirigeants de la bourgeoisie française cet esprit de bassesse inspiré par le désir de sauver sa peau qui conduisit leurs pères à s'aplatir devant Hitler il y a quarante ans !

Jugez vous-même !

Giscard donnait jeudi une conférence de presse tout entière consacrée à la politique étrangère de la France. Voici l'essentiel des réponses fournies par le président aux questions concernant les rapports Est-Ouest, le danger de guerre et aussi les relations avec la Chine ! « Je considère que l'Union soviétique et la France sont également attachées à la politique de la détente et qu'à l'heure actuelle, leurs attitudes sont convergentes sur ce point. »

« Je considère que les dirigeants de l'Union soviétique sont des dirigeants attachés à la paix et qui n'ont aucunement l'intention d'entreprendre ou de déclencher une action militaire susceptible d'affecter l'Europe de l'Ouest. C'est leur état d'esprit, je les connais et c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles nous pratiquons avec eux

la politique de la détente ».

« La détente est centrée sur l'amélioration des relations de confiance avec l'Union soviétique... La confiance, rien que ça ! »

Bien sûr, « la Chine comme tous les grands pays a droit à la sécurité. Il est donc naturel que la Chine dispose des moyens nécessaires pour assurer sa sécurité, par contre, la France n'apportera pas de contribution ici ou là à ce qui pourrait conduire à l'accroissement du danger militaire offensif dans le monde ». Autant dire que la Chine menace la paix mondiale.

« La reconnaissance de la réalité chinoise doit s'effectuer d'une manière telle qu'elle favorise le jeu normal des relations internationales et qu'elle ne soit pas traitée au contraire comme un facteur déstabilisant des relations internationales ou relançant les tensions militaires sur notre planète ».

A quoi se résume la pensée présidentielle ?

C'est bien simple, partant du postulat que les dirigeants soviétiques n'engageront pas d'action militaire concernant l'Europe de l'Ouest, Giscard ne veut rien savoir du reste, au contraire, la doctrine de politique étrangère tient dans ce seul slogan : « Ne rien faire qui puisse déplaire à Brejnev ».

Celui-ci ne peut espérer mieux : qu'on lui laisse les mains libres pour poursuivre à coups de subversion, d'agressions, de coups d'Etat la mise en place d'un dispositif agressif de dimension planétaire.

D'ailleurs, les dirigeants soviétiques ont immédiatement reproduit dans leurs dépêches de presse ces prises de position giscardiennes avec une satisfaction non-dissimulée. Ils peuvent bien multiplier les provocations militaires contre la Chine, s'implanter en Indochine par le fer et le sang, organiser le génocide du peuple d'Erythrée, pour ne parler que de leurs plus récents méfaits. Giscard n'a rien vu. Pire, avec un zèle inouï, il leur descende des brevets de pacifisme. A tel point qu'un journaliste en vint jeudi à poser la question de savoir s'il y avait encore besoin d'une défense militaire face au Pacte de Varsovie !

Comme si les orientations de sa politique intérieure ne fournissait pas suffisamment de raisons de lutter pour abattre son pouvoir, Giscard en donne de supplémentaires, et de taille, en renouant avec les pires traditions munichoises de la grande bourgeoisie française.

Pierre MARCEAU





Journée d'action

Le Nord et la Lorraine font bloc

LA grande combativité qui s'annonçait dans le Nord et en Lorraine se révèle aux yeux de tous à l'occasion de la journée d'action du 16. Dans le Nord, la grève générale prépare de nombreuses manifestations et la Lorraine est paralysée par l'action des sidérurgistes. Les autoroutes entre Metz, Fameck et le Luxembourg sont coupées depuis la nuit du 15 et les autres postes-frontières bloqués dans la région de Thionville. L'activité économique est complètement paralysée dans les villes de Metz, Thionville, Hayange et Hagondange ; les sidérurgistes ont arrêté des camions autour des grandes surfaces pour les empêcher d'ouvrir. C'est à Metz que les Lorrains viendront dans l'après-midi manifester leur colère. Les derniers chiffres du chômage montrent une augmentation de plus de 30 % des chômeurs pendant les mois de janvier en Lorraine et dans le Nord.

Communiqué de la cellule Gabriel Péri du PCML de Dunkerque

Le HF 4 a encore tué !

MERCREDI dernier, à 7h 30, un grave accident s'est produit à Usinor-Dunkerque, au haut-fourneau No 4. Une explosion, due à l'infiltration de gaz dans les caissons creux qui forment le plancher, a coûté la vie à un travailleur marocain, M. El Waridi, et a fait trois autres blessés plus ou moins graves (contusions, traumatismes crâniens). Un de ces travailleurs n'appartenait pas à la société Usinor, mais travaillait pour une boîte d'intérim (la société Ateima).

Ce géant HF 4 a tué pour la quatrième fois en quatre ans.

Après huit mois d'arrêt pour réparation, il redémarrera le 26 décembre pour pouvoir faire une production plus forte et assurer la production de Denain et Longwy qui eux luttent pour la sauvegarde de leur emploi et contre tout licenciement.

Les syndicats CGT, CFDT et FO ont demandé et exigent l'arrêt immédiat du HF 4. Pour le trust Usinor, la vie d'un travailleur ne compte pas mais un seul but importe : faire des profits. Que ces profits passent par des milliers de licenciements ou la vie des travailleurs !

Cela on ne peut le supporter plus longtemps. Sidérurgistes de Dunkerque, votre lutte pour de meilleures conditions de travail, pour le respect de votre sécurité rejoint celle de vos camarades de Denain, Longwy contre les licenciements.

Dunkerque, Denain, Longwy solidarité



Interview d'un responsable CFDT d'Usinor-Dunkerque

« Nous, on est plutôt pour des actions dures »

L'un des blessés du fourneau No 4 d'Usinor serait dans un état critique. Les fondeurs ont décidé qu'ils ne travailleraient plus à ce haut-fourneau. Quatre morts depuis sa mise en fonction, il y a cinq ans !

Le plus moderne haut-fourneau d'Europe n'a jamais bien fonctionné ! Il devait être remis en route (le 28 décembre) et la direction, pour le tester, aurait décidé de le pousser à fond.

C'est ce que me dit un responsable CFDT d'Usinor-Dunkerque. Ce haut-fourneau n'a jamais, en fait, été maîtrisé. Pour la journée du 16, les piquets de grève qu'avaient proposés la CFDT et que les autres syndicats n'avaient pas acceptés, auront lieu quand même, cela est certain. L'accident a durci les choses.

Quelle est donc la situation à Usinor-Dunkerque à la veille du 16 ? C'est de cela que nous parlons avec ce militant CFDT avant qu'il ne parte pour une réunion intersyndicale.

« Ici, on observe ce qui se passe à Denain et Longwy. Les actions menées là-bas ont changé l'état d'esprit qui n'était guère à la lutte auparavant. Maintenant, cela évolue. Il y a

d'ailleurs une lutte en ce moment à la cokerie, sur un problème d'augmentation de salaire essentiellement, de défense du pouvoir d'achat plus exactement. Là aussi, on a senti que la direction craignait qu'un mouvement ne se développe ; ainsi, elle a fait passer en début de semaine une information selon laquelle ce mouvement "aurait provoqué une réduction de l'activité de l'ensemble de l'usine avec les conséquences qui en découleraient pour une partie du personnel". Menace à peine voilée ! Les gars de la cokerie ont aussitôt fait une descente à la direction qui a retiré l'information. Elle a de plus lâché quelques miettes, mais le mouvement continue.

HR : Et la solidarité avec Denain et Longwy ?

« Ici, il y a une tendance à se dire "on est tranquille, pas de risque pour l'emploi". Dans la situation actuelle, ça pèse. Mais Longwy, Denain, ce n'est qu'une étape dans la restructuration. Après ça viendra sur Dunkerque... Il y a aussi le fait que ça ne va pas fort entre les syndicats. La solidarité puis l'unité, ça n'est pas ici une habitude. Mardych s'est battu de son

côté l'an dernier, nous du nôtre. Et même dans chaque usine, c'est un secteur puis un autre. Il n'y a eu que très peu de mouvements de l'ensemble de la boîte.

Le 16, ça peut faire avancer les choses.

On pensait que des gars de Denain viendraient ici. Les déplacements ça ne pose pas de problème. Des cars, il y en avait un tas pour aller sur Paris. Ils expliqueraient bien leur problème, ça aiderait. Ils ont dit qu'ils préféreraient se concentrer sur leur coin le 16. Mais ça

pourra se faire plus tard.

HR : Et après le 16 ?

« Bien sûr, une journée ce n'est pas ce qui règlera le problème ! Nous, on est plutôt pour des actions dures comme on en a vu à Denain ou Longwy. Mais ça non plus ça ne suffira pas. Des vitres cassées, les patrons, ça ne leur fait pas très mal. Il ne faut ni trop attendre, ni précipiter les choses. Mais c'est sûr qu'il faudra leur faire mal et ça, c'est dans les boîtes que ça se passera. »

Le naufrage du « François Vieljeux »

A la CFDT, il était aussi question aujourd'hui du naufrage du « François Vieljeux » au large des côtes de l'Espagne. On parle de plus de vingt disparus. C'était un bateau immatriculé à Dunkerque. L'arrimage de sa cargaison de cuivre et de containers a lâché, comme pour le Maori en 1971 (il n'y a eu qu'un seul rescapé, le seul disposant d'une combinaison de survie). On ne veut

pas ici entendre parler de fatalité, m'a dit le responsable local du syndicat national des officiers de la marine marchande CFDT. Un des motifs réside toujours dans une sécurité qui n'est pas au niveau des risques encourus. Des combinaisons de survie, il y en a de toutes sortes, mais les compagnies se refusent à en équiper les navires : ça leur coûterait trop cher, sans doute !



DANS L'ACTUALITE

Interview de 2 sanctionnés du CIC (suite)

« Frapper en même temps et au même moment »

5 MILITANTS ont été sanctionnés au Crédit industriel et commercial à Paris pour s'être solidarisés avec les ouvriers de Dentzer en grève contre les licenciements. Voici la suite de l'interview dont nous avons passé le début dans notre numéro d'hier.

HR : Quels sont les capitalistes connus du CIC ?

— Au conseil d'administration de Suez, donc aussi maintenant derrière le CIC, siège peut-être encore le collaborateur vichyssois, Bousquet, responsable de la rafle du Val d'Hiv. Mais la question qu'on pose au personnel, c'est de voir si, à travers l'attaque contre les organisations syndicales, c'est pas une histoire de miner le terrain pour d'autres attaques contre le personnel. Restructuration, information à l'extrême, etc. qui entraîneraient licenciements, suppressions de poste, d'effectifs...

Le personnel est désorganisé par les offensives de la direction et aussi sans doute par des carences de nous-mêmes, les organisations syndicales qui n'avons pas réagi assez tôt à ce plan progressivement mis en place et ce qu'il faut, c'est qu'on arrive à ce que le personnel se réorganise avec les organisations syndicales. Il faut faire sentir au personnel la nécessité de ne pas laisser les choses continuer comme ça. C'est très dur.

Dans la banque, la direction est très adroite dans la mesure où elle se sert de certaines de nos revendications sur le temps de travail, les conditions de travail, et d'autres qu'ils retournent à leur façon : c'est les nouvelles méthodes de direction du personnel à l'américaine, dont il est très difficile de faire saisir dans l'immédiat, aux gens, ce qu'elles cachent. On leur demande leur avis sur leur bureau, la peinture ou d'autres choses comme ça, un jour, ils parleront d'autre chose et les réactions seront différentes.

Ces méthodes à l'américaine ce sont aussi les groupes de travail : dans certains départements, la direction fait élire des employés ou des grades par leurs collègues en-dehors des organisations syndicales pour constituer des groupes de travail ayant soi-disant pour but l'amélioration des conditions de travail.

HR : Ça prend ?

— C'est un état d'esprit qu'on combat avec difficulté dans la mesure où les délégués dans les services n'ont pas fait l'expérience de ce que c'était. Ça n'ira pas très loin.

Dans le même ordre d'idée, la campagne de suggestions organisée par la direction : « Si vous faites des suggestions, chiffrez à combien s'élève l'économie réali-

sée et vous aurez une prime de fonction... »

Les banques sont aujourd'hui en difficulté, dans une situation différente de celle d'avant 1966, où la loi Debré leur avait permis d'étendre le réseau de guichets. C'était alors l'époque florissante. Aujourd'hui, se pose pour elles le problème de rentabiliser leurs investissements. Il y a la répercussion de la crise, mais de toute façon, ils auraient été obligés de suivre la même politique sans elle. Comme elles sont en compétition, elles rognent sur les frais de personnel.

En 1974, la situation était devenue explosive à cause des conditions de travail, parce qu'ils n'avaient pas eu encore le temps de mettre en place l'information de façon définitive. On a fait six semaines de grève. La grève s'est arrêtée au moment de la mort de Pompidou, dans des conditions particulières, il y avait carence au niveau de la centralisation des luttes.

HR : Pouvez-vous parler un peu de Dentzer ?

— Cette affaire est une illustration de ce que le CIC veut faire pour rentabiliser. Il contrôle Dentzer sur le plan de la gestion. La banque coupe les vivres parce que cette boîte n'est plus rentable ou qu'ils veulent la transporter ailleurs. Ils ont commencé à déménager les machines. Résultat : ils n'hésitaient pas à jeter les travailleurs à la rue. Il y a un va-et-vient entre pouvoirs publics et secteur privé. Par exemple, notre directeur Chatillon, était avant la Caisse des dépôts et consignations (Banque qui possède 15 % du capital de la sidérurgie — NDLR). Fourcade a été directeur des prix, puis du CIC, puis ministre.

Dentzer, c'est plusieurs centaines de licenciements, pareil pour la SFP. Si le secteur bancaire a été relativement protégé jusqu'à présent, si la crise le touche avec un léger retard, on sait aujourd'hui que ça va être aussi notre tour. Tous ces travailleurs qui se battent actuellement se battent aussi pour nous. Si on ne les soutient pas, les capitalistes vont manger le morceau, petite bouchée par petite bouchée, et notre tour viendra aussi. C'est là qu'on voit la nécessité de l'unité de tous les travailleurs.

HR : Vous voyez autre chose à ajouter ?

— En conclusion personnelle, je dirais que dans le Nord, dans la sidérurgie, il y



C'est pour avoir soutenu les ouvriers de Dentzer, venus au siège du CIC que cinq militants de cette banque sont sanctionnés. Ci-dessus les travailleurs du CIC-Montreuil

a chômage et licenciements, à l'EDF, chez les cheminots. Ce qu'on peut regretter c'est qu'il n'y ait pas une centra-

lisation. Il faut frapper en même temps et au même moment. Hier, les travailleurs de Manufrance en

étaient, demain ce sera ceux de la sidérurgie. Ça je trouve que c'est condamnable dans la mesure où ça ne

nous renforce pas. L'éparpillement des luttes est préjudiciable à la riposte contre les capitalistes.

LUTTE

Paris - Chèques

Les femmes travailleuses luttent pour la réduction de leur temps de travail

A PARIS-CHEQUES les travailleuses exigent la réduction du temps de travail, deux jours de repos consécutifs. Elles mènent pour ces revendications, une lutte de longue date dont voici l'histoire.

A Paris-chèques, une lutte de longue date. Avant 1968, les travailleuses de Paris-chèques travaillaient tous les samedis, soit 40 h 30 par semaine. Il nous arrivait d'effectuer un « retour » (4 heures en plus de la vacation soit une journée de 9 h 30 par semaine) le samedi et le lundi. Ces semaines-là, le dimanche ne servait qu'à dormir ou se passait dans les trains pour aller voir les parents ; quant aux mères de famille, elles n'avaient même pas cette compensation de pouvoir se reposer.

Dans ces conditions, il est compréhensible que les travailleuses des services financiers, et notamment à Paris-chèques et dans les grandes villes, se soient de longue date mobilisées et battues sur la réduction du temps de travail.

DES SUCCES EN 1968 ET APRES 1974

En 1968, la lutte d'ensemble de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs permettait de gagner un samedi sur deux dans l'ensemble des PTT et un retour sur quatre à Paris-chèques, soit un horaire de 37 h 15. Cette réduction du temps de travail de 3 h 15 et le paiement des jours de grève ont été considérées comme une grande victoire à Paris-chèques.

Après 1974, le climat de lutte se maintient par la grève du zèle et un an

après, une lutte s'engage pour gagner tous les samedis (la grève des samedis à l'appel de la CFDT et de la CGT, ne fut soutenue jusqu'au bout que par la CFDT, la CGT lâchant le mouvement pendant la période des vacances). Malgré tout, l'administration des PTT avait gardé un goût amer de la grande grève de 1974 ; et comme en 1975 la situation risquait de devenir explosive dans ce secteur, elle lâche un samedi sur trois. L'horaire devient 36 h 15. Pour compenser cette diminution du temps de travail d'une heure, l'administration embauche alors 600 personnes à Paris-chèques.

LES TRAVAILLEUSES N'EN RESTENT PAS LA

Cette revendication de deux jours de repos consécutifs est à nouveau portée devant l'administration en mai-juin 1978 par les travailleuses des services financiers, plus largement qu'à Paris : Lille-chèques, Lyon-chèques, Montpellier-chèques, Rouen-chèques et Nantes-chèques sont aussi entrés en lutte.

En mai-juin 1978, les femmes des chèques de Paris se prononcent majoritairement, en assemblée générale et dans une consultation commune CGT et CFDT, pour un cycle de quatre semaines de grève le samedi (forme d'action proposée par la CFDT et combattue par la CGT qui préfère une grève en se-

maine. FO n'est pas dans le coup). Malgré cette consultation, la volonté des travailleuses n'est pas prise en compte du fait de la différence d'appréciation des organisations syndicales.

La direction CGT ne veut pas de la grève le samedi car selon elle « la grève du samedi éparille les forces ». En réalité, des grèves de 24 heures se dessinent et elle veut les privilégier. Cette orientation l'amène à passer outre la démocratie prolétarienne et à ne pas tenir compte de la volonté des travailleuses, ce qui bien évidemment arrive à l'isoler au sein même de ses propres militantes.

La direction CFDT de son côté manque de confiance dans les travailleuses et n'ose pas appeler seule à l'action. Au nom de l'unité d'action, elle préfère l'unité dans l'inaction, contre la volonté du personnel. C'est pourquoi elle accepte le principe de l'inadmissible grève du 2 octobre 1978, parachutée par la fédération CGT sans consultation, ni des syndiquées ni encore moins des travailleuses ou de la CFDT.

C'est ainsi que les grèves nationales de 24 heures d'octobre et de novembre ont été boudées par les travailleuses démobilisées et écoeuvrées.

LA PRESSION A LA BASE

En décembre, la CFDT se reprend et décide de lancer l'action, y compris seule, sur le cycle de six semaines de grève le samedi, à partir du 9 décembre 1978. Elle est seule en effet, car la CGT, malgré la pression de ses syndiquées, ne se joindra pas à la lutte, mais reprendra des propos calomnieux sur cette forme d'action. Seule aussi, car la fédération CFDT-PTT ne recon-

nait pas cette forme d'action. Elle préfère pratiquer la politique des petits pas « par rapport à un gouvernement si intransigeant ».

Mais avec l'appui des travailleuses, y compris syndiquées à la CGT, (un service, bastion CGT, fait grève à 80, 90 %), et avec l'appui d'autres centres de province, en lutte depuis juin sur les mêmes objectifs et la même forme d'action, la lutte s'est développée, encore trop isolée par la volonté des fédérations CGT et CFDT.

Aujourd'hui, la fédération CFDT obligée de tenir compte de cette action des services financiers avance ses propositions : « Obtention de travailler un samedi sur quatre, car dit-elle, obtenir aujourd'hui tous les samedis risquerait d'aggraver les cadences ! »

Quelle aubaine ! Mais pas pour les travailleuses. N'obtenir que partiellement les samedis permettrait à l'administration de maintenir une permanence tous les samedis dans les centres de chèques. La réduction du temps de travail de 20 à 25 minutes seulement n'exigera pas l'embauche de personnel supplémentaire et entraînera une augmentation des cadences, au contraire.

Ainsi cette revendication des deux jours de repos consécutifs ne peut pas faire tâche d'huile dans les autres secteurs PTT, notamment les bureaux de poste.

La question se pose même si une négociation n'a pas eu lieu derrière le dos des travailleuses, ce que FO répand comme bruit alors qu'elle vient d'inscrire la réduction du temps de travail dans sa plate-forme.

Les marxistes-léninistes des PTT-chèques

PARTIS

PS : au delà des mots

Rupture ou continuité avec le capitalisme ?

LA direction du PS est divisée en deux courants principaux. Les divergences ne portent pas sur la question fondamentale de la rupture avec le capitalisme malgré ce que peut dire Mitterrand à ce sujet. Tous les dirigeants du PS entendent bien accéder au pouvoir pour gérer le capitalisme monopoliste et Mitterrand comme les autres, comme l'indiquent ses propres déclarations, celles de ses proches et le soutien de patrons dont il bénéficie.

Dimanche dernier, le comité directeur du PS qui devait tenter une synthèse des différentes lignes existant en son sein a échoué dans sa tentative.

S'il n'y a pas eu de synthèse par contre les insultes volaient bas. Les délégués au congrès auront sept contributions en main. Cependant, celles-ci s'organisent autour de deux lignes principales : celle de Mauroy-Rocard d'une part et de Mitterrand de l'autre.

Est-ce à dire qu'au PS il y a deux lignes fonda-

mentalement en opposition ? Certainement pas.

Aucun des dirigeants du PS n'entend remettre en cause le capitalisme. Pour Rocard et Mauroy, le socialisme n'est guère différent de celui auquel nous sommes habitués la social-démocratie par le passé lorsqu'elle a géré loyalement le capitalisme.

Quant à Mitterrand et ses partisans depuis l'offensive des deux premiers, ils parlent bien haut de rupture avec le capitalisme et em-

pioient volontiers des termes révolutionnaires. Et pourtant, dans le passé de Mitterrand tout comme dans ses déclarations pas si vieilles, tout indique qu'entre lui et ses adversaires au sein du PS la différence porte sur la tactique et non sur la société qu'ils entendent gouverner, qui reste le capitalisme. Voici quelques exemples montrant que Mitterrand veut rester dans ce système : le 6 janvier dernier il déclarait au journal *Le Monde* : « Mais enfin, à l'intérieur de la même production (...) la redistribution des efforts, des chances et des profits peut être très différentes ! C'est le point majeur de notre discussion ».

Mitterrand entend bien rester à l'intérieur du même mode de production que celui qui existe aujourd'hui.

Au congrès de Nantes, en 1977, Mitterrand s'écriait : « Notre réussite sera celle qui verra la droite française contrainte de gérer le socialisme. Bien entendu, je préfère que ce soit nous ». Un tel socialisme dont la droite s'accommoderait s'appelle le capitalisme.

Attali, conseiller économique de Giscard, définit ainsi le socialisme tel que son chef de file et lui-même le comprennent :

« Le socialisme n'a aucun intérêt à ce que le capitalisme soit freiné ou bloqué. Il est le point d'aboutissement du capitalisme et non une façon de freiner son évolution ». Il ne s'agit pas là de rupture mais plutôt de continuité.

Enfin il faut évoquer le nom de certains patrons (et non des moindres) qui soutiennent financièrement les campagnes électorales de Mitterrand et du PS. Citons Jean Riboud, Antoine Riboud, Pierre Fournier, Jean Vibert, respectivement PDG de Schlumberger, BSN et des laboratoires Fournier et le président de la fédération patronale du bâtiment. Avec de tels soutiens, Mitterrand n'ira guère loin dans le socialisme.

Mitterrand, Rocard, Mauroy entendent bien gérer le capitalisme monopoliste d'Etat, tout comme Léon Blum, à son époque, a loyalement géré le capitalisme, de même qu'un peu plus tard Guy Mollet ou Mitterrand lui-même, qui fut onze fois ministre sous la quatrième république. Seules les séparations des questions de tactique dont nous essaierons de cerner les causes dans notre prochain numéro.

Henri MAZERAU

Lâche attentat contre l'école maternelle en langue corse d'Aiacciu

LA presse locale du dimanche 11 février 1979 relate un attentat contre une école maternelle « désaffectée » et s'interroge sur les motifs « difficilement » explicables de cet attentat. C'est simplement oublier que cette école n'était plus désaffectée depuis octobre 1978, mais occupée par « A prima scola materna in lingua corsa d'Aiacciu », évoquée largement dans des séries d'articles par cette même presse (le dernier date du 2 février 1979 - *Nice Matin*).

A nos yeux, les motifs de l'attentat sont clairs : c'est la langue et la culture corses qui sont visées, à travers une expérience particulièrement enrichissante. Certains ne supporteraient-ils donc pas que les enfants apprennent et parlent la langue corse ?

L'Associa di l'insignanti corse d'Aiacciu qui est partie prenante dès l'origine de cette expérience assure les parents, l'institutrice et les enfants de son soutien et de sa volonté de continuer malgré les intimidations les plus diverses contre cette école (lettres anonymes, plasticage...).

Pour l'AIC, son président : G.B. Rotily-Forcioli

AUTRES REACTIONS

De nombreuses protestations se sont élevées contre ce nouveau crime des barbouzes, ainsi la CFDT : « L'attentat semble s'inscrire dans la même logique que celui perpétré contre le centre de promotion sociale de Corse. Les exécuteurs de basses œuvres ne connaissent plus de limites. Leurs inspirateurs ne sont guère inquiétés ».

« Scola Corsa », « l'Unione di i liceani » ont exprimé leur indignation. Quand au PCML, il apporte son « soutien aux enseignants corses et parents de l'école Battesti Gravona (...). Craignant le développement de la langue corse, on choisit aujourd'hui le plasticage ».

Un correspondant occasionnel de Nice

Soirée organisée par Scola Corsa « Sinema Corsu »

Le 10 février à la MJC Magnan, étaient projetés plusieurs films et dessins animés en langue corse. La projection (1 h 20) s'est prolongée par un débat auquel assistaient 25 à 30 personnes. La discussion est partie du problème de la langue corse parmi la jeunesse et de la culture populaire corse en général. Ensuite le débat a pris une tournure plus « politique ». Un débat intéressant et une soirée animée par le secrétaire général de Scola Corsa venu de Bastia.

STAGES BARRE : UNIVERSITES OUVRIERES (3)

Du chômage au chômage, en passant par le stage

LES stages de l'université ouvrière possèdent toutes les caractéristiques des stages Barre : une paie ridicule au gré des saisons, selon l'humeur de la DTMO, une formation qui n'en est une bien souvent que par le nom, un rassemblement de jeunes de tous âges, de toute qualification, de toute déqualification.

A l'université ouvrière, il y a tout aussi bien des gens de 17 ans que de 30 ans. Les uns habitent chez les parents à qui, dans la plupart des cas, ils versent toute leur paie, d'autres sont chargés d'une famille qu'ils ne peuvent pas faire vivre.

DISPARITE D'AGE DISPARITE DE FORMATION AUSSI

Là, les anciens collégiens, sans aucune qualification, ici les stagiaires ayant une formation mais sans le CAP, ailleurs des gens qui n'ont pratiquement jamais travaillé, enfin d'autres encore qui ont une plus grande expérience d'utavail.

Le dénominateur commun, c'est la connaissance du chômage, le sort que réserve le gouvernement

à la très grande majorité des jeunes. Alors, par absence de choix, par espoir d'avoir une formation, ils s'inscrivent dans les stages Barre que leur proposent les ANPE.

Si quelques uns gardaient des illusions sur la formation de l'université ouvrière, celles-ci s'envolent.

UNE FORMATION ?

Selon les sections, la formation est plus ou moins mauvaise. La faute n'en est pas imputable aux formateurs qui bien souvent sont aussi coincés que les stagiaires. Tout commence par une information erronée, lorsque l'on apprend que le stage n'est pas de huit mois comme l'annonce la publicité mais de cinq cent heures de stage et deux

cents heures en entreprise. Puis cela se poursuit par quelques cours de maths, de gestion, de comptabilité qui figurent comme des erreurs, mais aucun enseignement technologique, au vrai sens du terme, grâce auquel théorie et pratique donneraient une base professionnelle solide.

Par contre, la pratique existe, c'est certain, quarante heures par semaine, juste de quoi être rentable !

FRIC A SENS UNIQUE

Pour quarante heures de travail, vous pensez peut-être que ces stagiaires touchent au moins le SMIC ? Pas du tout. Ceux de moins de dix-huit ans reçoivent 25 % du SMIC et les autres 75 % du SMIC, salaires qui sont bien entendu imposables...

De plus, toute absence justifiée ou non, occasionne une retenue sur le salaire. Enfin, la DTMO considère que le stagiaire a signé un contrat de fidélité, d'engagement ;

et s'il rompt ce contrat, il doit rembourser tous les salaires qu'il a perçus durant son stage : « L'abandon du stage, sans motif légitime, entraîne le remboursement intégral des salaires ainsi que celui des charges sociales afférentes, loi du 16 juillet 1971 et décrets du 10 décembre 1971 ».

C'est une très bonne méthode à généraliser. Il faudrait par exemple que l'Education nationale exige de tous les adultes le remboursement des crayons, plumes, cahiers et craies qu'ils ont usés. De même que soit taxée l'usure des bancs par tous les fonds de culotte enfantine et les immanquables taches d'encre qui ornent toutes les tables des salles de classe ! Et pourquoi ne pas réintroduire les amendes comme cela se pratiquait dans les ateliers et les usines à la fin du XIXe siècle ?

En 1896, « La Société industrielle » écrivait : « Le travail de douze heures n'excède pas les forces de l'ouvrier majeur ». Et en 1891, *Le Courrier de Four-*

pourquoi... l'université



pour perfectionner l'homme et l'aider au plein épanouissement dans son métier

pourquoi pas... VOUS dans l'un de ces métiers

- EBENISTERIE
- TAPISSERIE
- DECORATION
- MENUISERIE
- AGENCEMENT
- REVETEMENT (SOLS & MURS)
- HORTICULTURE
- CUISINE

pour un avenir meilleur

Du prospectus à la réalité tout un monde !

mies, notait qu'un fileur avait été renvoyé pour avoir oublié d'enlever ses chaussures avant d'entrer dans l'atelier.

Si tout est prévu pour soutirer de l'argent aux stagiaires, en revanche, les stagiaires ne doivent pas être trop pressés pour être payés. Une des camarades de l'université ouvrière, en février, n'avait toujours pas été payée depuis le 18 décembre, date du début du stage.

C'est du reste ces retards de paie qui ont motivé la plupart des lut-

tes des stagiaires de l'année dernière.

A l'issue de leur formation, les stagiaires, non seulement n'ont pas un métier dans les mains, mais se retrouveront exactement dans la même situation qu'avant le stage : au chômage. Du reste, l'université ouvrière avoue elle-même qu'elle n'a pas pour but de trouver du travail au stagiaire : « L'insertion professionnelle des stagiaires en fin de stage n'est d'ailleurs pas la mission directe de l'université ouvrière ».

Nathalie VILLOTIERS

Montpellier 3 500 personnes à une manifestation contre les fermetures de classes

VOICI quelques informations concernant la situation à Montpellier et aux alentours sur le problème scolaire. Environ 3 500 personnes ont manifesté le vendredi 9 février à Montpellier à l'appel du SNI et de la FCPE (Fédération Cornec) contre les suppressions de postes et fermetures de classe. De nombreux villages des alentours étaient présents à la manifestation (Florensac, Marseillan, Lecres, Sussargues, Lunel, Castries, Pignan, Clermont-l'Hérault, Aspiran, St-Georges d'Orques, etc) dont la banderole était : « Usines fermées, vignes arrachées, écoles menacées ». De nombreuses écoles de Montpellier participaient également au cortège.

Le SNI et la FCPE ont dû organiser cette manifestation sous la pression importante du mouvement de masse qui s'est développé à la Paillade (ZUP de Montpellier), en particulier en dehors de la FCPE et du SNI. Pour gagner, il faut une mobilisation et une lutte départementale au moins, sinon nationale. Le mouvement spontané de masse en prend conscience et se trouve devant ses limites. Dès lors, les syndicats (le SNI en particulier) et la FCPE vont prendre ou du moins tenter de prendre la direction des opérations, ce qu'ils ont commencé à faire avec le déroulement de cette manifestation-promenade.

Il est à craindre qu'ils essaient de passer du terrain de l'action de masse à celui des négociations par les organisations « responsables ».

Dans l'immédiat, sur Montpellier, l'action est mise en veilleuse et reprendra par une grève le vendredi de la rentrée des congés. Par contre dans de nombreux villages aux alentours, il est prévu des grèves et occupations jusqu'aux congés.

Ce qui a surpris tout le monde, c'est l'importante mobilisation populaire sur ce problème.

Correspondant Montpellier

5 000 parents et enseignants manifestent à Grenoble

SAMEDI 10 janvier à l'appel de la FCPE (Fédération Cornec) et du SNI-PEGC, de nombreux parents et enseignants ont manifesté leur mécontentement face aux fermetures d'école et aux suppressions de poste.

Dans le département de l'Isère, la fermeture de 208 classes est annoncée ainsi que la suppression de l'école normale de filles, et celle de onze postes de professeurs d'école normale.

L'ampleur de cette manifestation a démontré que parents et enseignants n'étaient pas décidés à accepter les mauvais coups de M. Beullac sans riposter.

Les dirigeants du SNI-PEGC avaient

refusé que le SGEN-CFDT s'associe à l'appel de cette manifestation.

L'unité d'action réalisée à l'occasion de cette manifestation s'est faite malgré eux. En effet, de nombreux syndiqués du SGEN s'étaient rendus à cette manifestation, impulsant des mots d'ordre repris par beaucoup de parents : « Non aux fermetures de classes et d'écoles normales ! », « Beullac tu vas cracher tes postes ! », « Ecole surchargée. Ecole sélection ! », « Parents enseignants, tous unis nous vaincrons ! ».

Cette lutte marque une avancée incontestable dans la mobilisation contre la politique antipopulaire du ministre de l'Education nationale. Il reste encore que cette journée ne soit pas une journée sans lendemain et que se réalise l'unité à la base : parents, enseignants syndiqués et non-syndiqués. L'exemple de Seyssinet montre que lorsque la mobilisation est rapide et organisée il est possible de gagner sur les fermetures de classe et de les enrayer.

Correspondant

Aulnay-sous-Bois

Procès de 29 résidents des foyers SONACOTRA

JEUDI 8 février, 14 h. Plus de 250 personnes piétinent devant le tribunal d'instance d'Aulnay-sous-Bois. Cela ne s'était jamais vu. Les banderoles nous indiquent tout de suite de quoi il s'agit : « Français-Immigrés solidarité », « Sonacotra cèdera ».

Nous attendons tous que les vingt-neuf résidents des foyers Sonacotra en grève des foyers depuis août dernier, à Sevran, Aulnay et Tremblay-les-Gonesses passent en procès.

Bien sûr, il y a une majorité de résidents des trois foyers, mais également une quarantaine de Français. Leur comité de soutien est présent et a fait venir des gens : la section CFDT de la Westinghouse, l'UL-CFDT de Sevran, la section du Parti socialiste de Sevran, la cellule Gaston Bussièrès du Parti communiste marxiste-léniniste, l'Association culturelle de Rougemont, la commission immigrée de la Ville de Sevran, le journal *Banlieue d'banlieue* et d'autres participants à titre individuel au comité de soutien.

Il y en a évidemment d'autres comme les élus du PCF des municipalités (et y compris le maire de Blanc-Mesnil). Ils font beaucoup de battage publicitaire (banderoles et prises de parole) pour affirmer leur soutien de toujours et pour toujours aux immigrés, alors qu'ils sont les seuls dans le coin à avoir refusé de soutenir la plateforme revendicative unitaire des foyers en grève et de reconnaître le Comité de coordination comme seul représentant des résidents. Qu'à cela ne tienne, ils auront leurs photos-écharpes tricolores en évidence — dans la *Renaissance-Actualités* 93.

Tout le monde s'avance calmement vers la salle d'audience. Une douzaine d'inspecteurs des RG flânent. L'ambiance est très bonne surtout après les prises de parole en arabe d'un délégué d'Aulnay puis d'un autre de Sevran.

L'échange des plaidoies commence. Manifestement, l'avocat de la Sonacotra est très las de répéter la même chose depuis des années ; aussi tente-t-il de faire pression sur la cour en prétendant que la Coordination est en désaccord avec la quasi-totalité des organisations politiques et syndicales et par là-même, en tentant de diviser le soutien. Il essaye également de faire peur : 10 milliards de déficit pour la Sonacotra ; on va être obligé de fermer dix foyers... ; ou encore l'hypocrisie pure et simple : « La Sonacotra est une association de bienfaisance... », « ... qui peut expulser des rési-

dents du jour au lendemain », rétorque l'avocat des résidents. Ce dernier connaît bien la situation car il a enquêté à Aulnay et à Sevran, alors que l'autre avocat semble à peine savoir de quels foyers viennent les délégués assignés.

Résultats : Jugement le 15 mars prochain. D'ici là, il convient que l'information et la mobilisation continuent plus fortes dans l'unité.

La cellule Gaston Bussièrès

Hôpital de Clamart Protestation des malades et accouchées

NOUS soussignées, malades ou accouchées du service gynécologie-maternité de l'hôpital A. Béclère, Porte de Trivaux à Clamart :

— Protestons très énergiquement contre l'inertie consciente de l'Assistance publique devant le problème réel, sérieux et de notoriété publique depuis fort longtemps, de l'insuffisance quantitative du personnel.

— Les élèves-infirmières, comme leur nom l'indique, ne sont qu'élèves et doivent fréquemment au cours des soins faire appel à l'infirmière.

Celle-ci occupée à d'autres soins doit abandonner son malade pour prodiguer les conseils utiles et repartir en courant auprès de lui.

— Au service du soir, très souvent, il y a une seule infirmière pour un ou deux services.

— Du côté aides-soignantes, le problème est le même.

Sauvez-vous ce que représente l'attente du bassin lorsque vous avez une sonde urinaire quelques jours et que vous ne pouvez pas vous lever seule ?

— Le dévouement et l'efficacité du corps infirmier pour répondre aux besoins des malades est incontestable mais très certainement s'exerce au détriment de l'équilibre moral et physique de tout le personnel hospitalier.

En conséquence, nous demandons que toutes les mesures soient prises pour résoudre ce grave problème.

Bien des propositions ont déjà été faites par différentes organisations à ce sujet. Il ne suffit pas de rénover les salles d'attente par exemple par des couleurs chatoyantes, comme dans le vieil hôpital de Villejuif pour changer la misère des hôpitaux. Misère qui a changé de face, mais misère quand même (manque de produits, de linge, etc.)

Clamart le 11 février 1978

Suivent les noms et signatures de malades et accouchées envoyés avec cette protestation au directeur de l'hôpital de Clamart et à diverses personnalités.

A. M. le directeur de l'hôpital de Clamart, hôpital Antoine Béclère, Porte de Trivaux Clamart.

Monsieur, Nous vous prions de prendre connaissance de la protestation ci-jointe et de lui donner la suite qu'elle attend.

Veillez noter que cette démarche n'a rencontré aucun refus là où nous avons présenté la lettre. Sans la fatigue et les suites opératoires nous l'aurions continuée avec autant de succès, nous en sommes persuadées.

Veillez croire, Monsieur le directeur, à l'expression de mes sentiments distingués.

Copies envoyées à : Monsieur le ministre de la Santé.

Monsieur Chirac, président du conseil d'administration de l'AP

Monsieur Pallez, directeur général de l'AP
La presse.

Dans le prochain bimensuel

UN DOCUMENT PASSIONNANT

Dans le No 49 du bimensuel, qui sort le 21 février, l'interview exclusive que Jiri Pelikan a bien voulu nous accorder apporte son témoignage de militant engagé dans la lutte pour l'indépendance nationale de son pays et pour le respect des droits de l'homme.

Ancien membre du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, exclu de ce parti en 1969 au début de la « normalisation », il vit actuellement à Rome.

Commandez ce numéro de l'Humanité rouge bimensuel à l'Humanité rouge BP 61 75861 - Paris Cédex 18 - CCP 3022672D - La Source.

GRENOBLE

Meeting de soutien à Klaus Croissant

Klaus Croissant est cet avocat allemand que le gouvernement français avait expulsé fin 1977. Il doit passer très prochainement en procès en Allemagne. Il risque trois ans et demi de prison et cinq ans d'interdiction professionnelle. Il est accusé d'avoir soutenu et propagé les actes de la bande à Baader.

Le meeting qui a eu lieu à Grenoble à l'ancienne bourse du travail a rassemblé 200 personnes à l'appel de nombreuses organisations. Lundi et mardi prochains on peut envoyer des télégrammes de soutien à Klaus Croissant à l'adresse suivante : entre 8 heures et 9 heures :

Merz Weckgebaude
Asterger Strasse, 60
Stuttgart - Stammheim

Rectificatif

Par suite de très mauvaises conditions de transmission téléphonique, quelques erreurs se sont glissées dans l'article de notre correspondant de La Rochelle. Voici les plus importantes :

— Aux chantiers, les effectifs sont passés entre 1974 et 1979 de 1250 à 950 salariés.

— La prime de départ qui est de 2 000 F à la CIT et 15 000 F aux chantiers est cumulable avec les indemnités de chômage contrairement à ce que nous avons écrit.

— La direction des chantiers a fait venir un huissier pour prévenir un éventuel piquet de grève.

— C'est la direction de Simca qui a demandé aux travailleurs de rester chez eux et non les syndicats comme la formulation pourrait le laisser croire.

Abonnez-vous
à l'Humanité rouge
quotidien
révolutionnaire
des travailleurs

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10'

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Pour la zone ANPE de Redon, qui comprend outre cette ville, les cantons de Pipriat, St-Nicolas et Allaire, il y a aujourd'hui plus de 2 000 chômeurs (1 750 selon les chiffres officiels). Lorsqu'on compare ce chiffre au potentiel de 12 755 salariés de la région, cela donne un taux de chômage de 13 à 14%, c'est-à-dire le double de la moyenne nationale !

45% des sans-emploi ont moins de 25 ans et dans le pays une large majorité des chômeurs sont des femmes. A part l'entreprise de parfums Rocher à la Gacilly et les fonderies du Châtelet, plus aucune boîte n'embauche. Encore ces dernières n'embauchent-elles que sous contrats temporaires ! Etre jeune à Redon, ça veut dire ne trouver d'emploi qu'à la petite semaine, ça veut dire le plus souvent prendre son sac de voyage. Bien souvent d'ailleurs, les jeunes ne jugent pas utile de s'inscrire à l'ANPE : ils partent et c'est tout.

A la crise de l'emploi ouvrier (la plupart des usines à Redon appartiennent à la métallurgie) s'ajoute un exode rural important : 25 à 30% de la population active du pays est composée de paysans. Pour les technocrates du capitalisme, ce chiffre est bien évidemment trop éloigné de la moyenne nationale de 8%. Pour beaucoup de petits paysans, il faut délaisser la ferme et tenter de rester dans le coin en s'embauchant chez Citroën ou ailleurs. Ouvriers-paysans : mais pour combien de temps...

DE FERMETURE EN REDUCTION D'EFFECTIFS : BILAN SINISTRE POUR L'EMPLOI

L'industrialisation à Redon, ça ne date guère que d'une trentaine d'années. Auparavant, il n'y avait que quelques modestes usines, dont les patrons se comportaient en « seigneurs du village ». Est venue sur la France la « prospérité » des années 1960 : le capitalisme a décentralisé son surplus de travail dans les provinces qu'il jugeait jusqu'alors « trop reculées ». C'est de cette époque qu'on peut dater le développement des cinq grandes entreprises de Redon qu'étaient Garnier, Flaminaire, Unifer, La SRPI et les fonderies du Châtelet. Redon était sauvée, la métallurgie était là.

Mais depuis 1973, rien ne va plus : parmi ces cinq entreprises, trois ont licencié depuis cette date. En particulier deux d'entre elles : Garnier, qui a employé jusqu'à 900 personnes en 1972, et qui employait encore 700 personnes au moment des licenciements de 1973, n'emploie plus aujourd'hui que 400 travailleurs ; Flaminaire (qui est devenu depuis Flamaire) où 600 personnes travaillaient en 1973, n'en emploie plus maintenant que 200 depuis juillet 1978.

S'ajoutent à ces licenciements par réduction de personnel des licenciements par fermeture : de 1973 à aujourd'hui, 584 emplois se sont ainsi volatilisés en même temps que les treize entreprises de taille moyenne qui ont déposé leur bilan. La faillite la plus retentissante, on s'en souvient à Redon, a été celle de l'entreprise de menuiserie industrielle Moitais, qui a jeté d'un coup 200 travailleurs à la rue. Est venue encore s'ajouter à ces coupes sombres la suppression des deux cents emplois à domicile qu'avait créés Bic (fabrication de briquets jetables).

GARNIER : RECHUTE ?

Le gros de l'orage est-il passé sur Redon ? Personne n'ose le dire. A Garnier (machines agricoles), la situation ne semble pas stabilisée : fin décembre dernier, 63 licenciements avaient été annoncés, que le patron a réduits

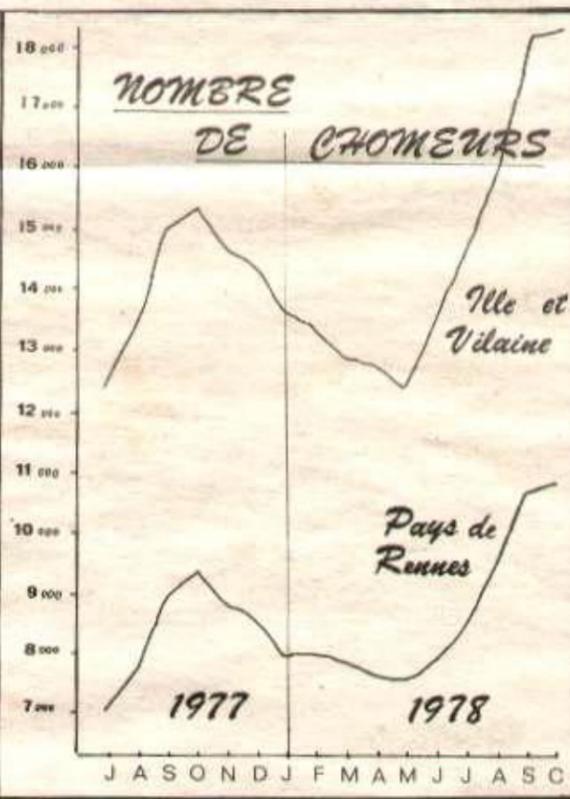


Redon, capitale bretonne du chômage, ça suffit !

pour le développement économique du pays de Redon

vivre et travailler au pays le 20 février tous dans l'action!

cgt cfdt fen



VIVRE et travailler à Redon, un objectif impossible ? Difficile en tout cas. C'est la ville qui vient en tête de liste noire du chômage en Bretagne, juste avant Fougères. Des réductions d'effectifs, des boîtes qui ferment : résultat, une ville sinistrée, un peu comme Denain, Longwy ou Valenciennes. Alors, partir ? Non. Dans le pays de Redon, les travailleurs ont décidé de refuser l'exode. C'est toute la signification de la journée de mardi, qui, nous en sommes sûrs, sera un grand succès.

Yannick DAGORN

à 41 impressionné par les premières mobilisations.

« L'histoire de Garnier depuis 1973, c'est une suite de mauvais coups des patrons successifs contre les gars qui y bossent. Maury qui avait reçu des subventions énormes du gouvernement n'a rien investi dans la boîte et s'est tiré en 1975 sans tambour ni trompette. Après la faillite d'Achesson (groupe Roffo), il n'y a pas eu de liquidation de biens, mais le passif reste là, comme une casserole à la queue d'un chien. Et si Garnier coulait ? Ce n'est pas impossible car le tribunal de commerce

a refusé d'étaler sur 10 ans le règlement des dettes.

Ayel, le patron de Garnier, est à la recherche de partenaires industriels. Et il ne cache pas son drapeau dans sa poche. Ce qu'il prépare, c'est un remède de cheval et les licenciements, ça ne lui fait pas peur ! Il prétend même que ça ferait du bien à certains jeunes de se retrouver au chômage. Et aussi que ça permettrait à certains de monter un commerce ! Un cynisme sans borne cet Ayel ! Garnier à Redon, c'est le point central, l'usine détona-

leur. Pour le patronat local, faire passer les licenciements dans cette usine, c'est espérer pouvoir les faire passer dans d'autres boîtes. Quand Garnier éternue, les patrons et le sous-préfet prennent peur. Mais, pas de doute, encore une fois, les patrons vont voir que les gars de Garnier savent se tenir à la hauteur de leur réputation de lutteurs ! »

Fin ? La SRPI est elle aussi assise entre deux chaises, sauf peut-être que les travailleurs auront plus de mal à se défendre puisque le patron a réussi à casser le syndicat dans une des

deux usines. La boîte a déjà licencié 150 personnes à l'usine de Briambaud, ceux qui travaillaient en sous-traitance dans la téléphonie pour CIT-Alcatel Demain, il ne faut pas que les 280 qui restent (sur les 450 de l'an passé) se voient dire, comme on dit aux licenciés : « Pas la peine de revenir lundi ! ».

Demain il ne faut pas non plus que les licenciements se fassent à Flaminaire, l'ex-Flaminaire racheté par Françoise Gomez, patronne de Watermann.

« Il est bien clair que si elle est venue, c'est pour profiter des cadeaux qu'on lui a faits : elle a acheté l'usine 50 millions d'anciens francs et elle est exonérée de patente pour au moins trois ans.

Elle a d'ailleurs prévenu que la condition pour qu'elle reste c'est qu'elle ne perde pas d'argent ! »

On se le tient pour dit : et on l'attend au tournant !

Tentatives de licenciements encore à la SIBF (société industrielle Bertrand Faure, ex-Unifer). Si le patron a tenté d'augmenter les cadences de façon incroyablement à l'usine de Briambaud, c'est bien dans l'espoir de pousser certaines travailleuses à démissionner ou de pouvoir les licencier pour inaptitude. Impossible de les faire, les nouveaux temps : il voulait faire faire en huit heures ce qui demandait 10 h 45 auparavant ! A la SIBF la lutte a payé : mercredi 14, les ouvrières et les ouvriers se sont mis en grève illimitée et ont occupé les couloirs de la direction. En moins d'une journée, le patron s'est avoué vaincu. Les nouveaux temps sont annulés ! Bravo !

MARDI TOUS A L'ACTION !

Garnier, SIBF, les luttes se mènent : mais comment passer à un rapport de forces supérieur ? L'idée d'une journée ville-morte est dans l'air depuis pas mal de temps. Le 9 janvier, lors de la journée d'action à Redon qui s'était greffée sur la journée nationale électronique, on s'est promis de ne pas en rester là. Les 1 000 personnes rassemblées c'était un premier succès, et il est possible de faire beaucoup mieux. Toutes les chances sont du bon côté pour que la journée de mardi soit une réussite : la plupart des organisations syndicales et politiques, les organisations de jeunesse... et même les autorités religieuses vont s'associer à cette journée (les cloches de toutes les églises alentour doivent se mettre en branle, ça aussi c'est dans le plan d'action).

Pour que le 20 février, la solidarité de tout un pays soit complète, il faut aussi l'unité ouvriers-paysans. Lors de la dernière réunion de préparation sont venues les FDSEA et les syndicats paysans-Travailleurs d'Ille-et-Vilaine, le département de Loire-Atlantique, du Morbihan (Redon est à cheval sur trois départements ce qui ne simplifie pas les choses...). Les syndicats paysans ont vigoureusement insisté pour être associés à cette journée. La mort du pays, c'est la mort des usines, c'est aussi la mort des paysans.

La jonction ouvriers-paysans est déjà bien réalisée autour de laiterie Négobeuruf : les paysans donnent la main aux 150 ouvriers, pour que celle-ci ne s'en aille pas. A mardi, donc. A partir de 10 heures, tous les accès de Redon seront bloqués.

Après le rassemblement devant la mairie. Tiger (le maire) et Madelin (le député) en auront les oreilles toutes bourdonnantes et les jambes flageolantes. Ils sauront — mais ils le savent déjà — que leurs « comités pour l'emploi » et autres somnifères à bon marché n'ont pas endormi la combativité des hommes et des femmes de Redon !